

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

8 April 2015

D.R. CONGO

Face aux Congolais : Martin KOBLER, un échange-test mais fructueux

Source: Kongo Times (www.KongoTimes.info)

« Il est inconcevable que le peuple congolais exporte les minerais et importe, par la suite, des produits de ces mêmes minerais ». « Pourquoi pas produire vous-mêmes les téléphones mobiles et des Jeeps, au lieu de les importer ? Pourquoi exportez-vous des tomates pour enfin, importer du Ketch up ? » s'indigne Martin Kobler (...). A en croire le diplomate onusien, les minerais de la RD Congo sont exportés illégalement par des réseaux mafieux en complicité avec certains services étatiques. Ce qui, de son point de vue, favorise la contrebande (...). Selon lui, « les Nations Unies devraient rester en RDC, aussi longtemps que toutes ces conditions ne seront pas réunies ». Car, a-t-il ajouté, « on ne peut pas partir du pays si les causes profondes n'ont pas été attaquées » (...). Il a avoué aux congolais que « les Nations Unies ni ses agences ne créent pas suffisamment des emplois au pays, c'est le Gouvernement qui a le devoir de créer le cadre pour le développement ». Il a souligné que « ce sont des entreprises privées qui créent les emplois ».

5 avril 2015 - Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RD Congo, Martin Köbler a, au cours d'un échange à cœur ouvert avec une centaine de représentants de différentes associations des jeunes, mardi 31 mars 2015 à Kinshasa, estimé que pour en finir avec la crise généralisée, « il faut s'attaquer aux causes profondes » que sont la pauvreté et l'exploitation illégale des minerais.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Un échange-test mais fructueux, dans la mesure où le chef de la Mission de l'Onu en République démocratique du Congo (Monusco) a écouté attentivement ses interlocuteurs et répondu, sans tabou, à toutes leurs préoccupations. Tout son discours a tourné autour des causes profondes ayant favorisé la crise qui gangrène tous les secteurs de la vie en RDC, en l'occurrence, la pauvreté, la corruption et l'exploitation illégale des minerais.

La population « exclue de la circulation monétaire »

Martin Köbler soutient que « la plupart de la population est exclue de la circulation monétaire », affirmant que « nous travaillons avec le Gouvernement pour créer les circonstances permettant de créer l'emploi ». Dans son entendement, « il est inconcevable que le peuple congolais exporte les minerais et importe, par la suite, des produits de ces mêmes minerais ».

« Pourquoi pas produire vous-mêmes les téléphones mobiles et des Jeeps, au lieu de les importer ? Pourquoi exportez-vous des tomates pour enfin, importer du Ketch up ? », s'est-il indigné, exhortant ainsi ses interlocuteurs à faire savoir leurs idées au Parlement pour une éventuelle discussion.

A en croire le diplomate onusien, les minerais de la RD Congo sont exportés illégalement par des réseaux mafieux en complicité avec certains services étatiques. Ce qui, de son point de vue, favorise la contrebande.

Sur ce sujet, Martin Köbler est allé plus loin en proposant, par exemple, la création d'une zone de commerce libre à Kisangani (Province Orientale) et des universités spécialisées à travers le pays.

« Les Nations Unies devraient rester en RDC »

Il a aussi souligné la nécessité de la réforme du système judiciaire. Ce faisant, pense-t-il, « nous créons un cadre dans lequel l'économie doit se développer ».

Pour en finir avec l'exploitation illégale des minerais qui est une des causes profondes de la crise, le Représentant de Ban Ki-moon a estimé qu'il faut en premier lieu, combattre tous les groupes armés.

Selon lui, « les Nations Unies devraient rester en RDC, aussi longtemps que toutes ces conditions ne seront pas réunies ». Car, a-t-il ajouté, « on ne peut pas partir du pays si les causes profondes n'ont pas été attaquées ».

Répondant aux questions relatives à l'emploi des jeunes et au chômage, Martin Kobler a bien compris l'inquiétude de ses hôtes. Mais, leur a-t-il avoué, « les Nations Unies ni

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

ses agences ne créent pas suffisamment des emplois au pays, c'est le Gouvernement qui a le devoir de créer le cadre pour le développement ». Il a souligné que « ce sont des entreprises privées qui créent les emplois ».

Selon le patron de la Monusco, l'Onu soutient plutôt, l'éducation, les infrastructures et certaines initiatives ou projets susceptibles de créer les emplois.

Cette rencontre des délégués de jeunes avec le chef de la Monusco est une première dans l'histoire de la Mission de l'Onu en RDC. De source de cette Mission, on apprend que « cet un exercice sera désormais régulier ».

RDC: reprise des négociations entre la Monusco et l'armée congolaise

Source: RFI

En République démocratique du Congo, la mission de l'ONU a entamé un dialogue stratégique avec les autorités congolaises depuis trois semaines. En jeu: la reprise de la coopération entre l'armée congolaise et la Monusco pour lutter contre les rebelles hutus rwandais des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), mais aussi la réduction des troupes. Dans son mandat renouvelé pour un an, l'ONU s'est engagée à réduire de 2 000 militaires sa présence sur place. Mais les Nations unies conditionnent cette réduction.

6 avril 2015 - Un bataillon égyptien, basé à Kisangani en province orientale, devrait partir en premier, dès la fin de ce mois d'avril. Suivront ensuite 850 Bangladais en Ituri, dans le nord-est du pays, une zone encore très instable. 300 militaires onusiens devraient également être retirés du Nord-Kivu. Enfin, 300 casques bleus pakistanais quitteront le Sud-Kivu. Le tout d'ici le mois de juin 2015.

Des départs qui devraient satisfaire les autorités congolaises, qui réclament depuis plusieurs mois une réduction des casques bleus. Reste que l'ONU se réserve le droit de revenir sur cette réduction de 2 000 hommes en cas de hausse de l'insécurité par exemple, ou « en fonction des résultats dans la lutte contre les rebelles hutus rwandais », concède un responsable onusien à Kinshasa.

C'est bien là le principal enjeu des négociations en cours : la reprise de la collaboration entre l'armée congolaise et la Monusco (mission de l'organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo) dans la lutte contre les FDLR, totalement bloquée depuis février dernier. La présence de deux généraux congolais impliqués dans ces opérations contre les FDLR, soupçonnés de graves violations des droits de l'homme, a provoqué une crise sans précédent.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Kinshasa et la Monusco vont-ils trouver un terrain d'entente ? Les discussions entre les deux parties reprennent cette semaine. Et notamment sur les modalités de cette politique avec conditions des Nations unies, et le cas spécifique de ces deux généraux.

RDC Congo : Une fosse commune avec 425 corps découverte à Kinshasa: Plusieurs éléments indiquent qu'il s'agit des victimes des manifestations de janvier

Source: AI (l'Agence d'Information)

Par Luigi Elongui

Il est incontestable que de véritables escadrons de la mort étaient opérationnels pendant les journées de lutte contre la loi-Boshab. S'il s'avère, comme il est assez probable, que dans le charnier de Maluku ont été inhumés les morts tués par les nervis du pouvoir, les Congolais peuvent réclamer l'application de l'article 64 de la Constitution.

5 avril 2015 - Cela pourrait être une bombe à retardement qui explose dans les mains du pouvoir rdcongolais à dix-neuf mois de la présidentielle !

Fin mars, les habitants de Maluku, municipalité située dans la périphérie orientale de Kinshasa, alertent les autorités de la mission onusienne (MONUSCO) après avoir constaté la présence d'un charnier dans le cimetière de la commune. Les Casques Bleus, qui se rendent sur les lieux, y découvrent quatre cent vingt-cinq corps enterrés à la va vite et nuitamment, selon les déclarations de quelques riverains. L'information passe tout d'abord sur les ondes de Radio France Internationale (RFI) avant d'être relayée par la Radio Okapi des NU.

On lit, dans la version écrite du papier daté 4 avril de cette dernière, que « certaines sources concordantes [affirment] que ce sont des corps des personnes mortes lors des événements survenus du dix-neuf au vingt-un janvier dernier dans la capitale ». Des témoignages d'une gravité extrême que cet organe des Nations Unies, pourtant alliées du gouvernement de la RDC, n'aurait jamais reportés sans connaissance de cause. Ils sont corroborés par plusieurs faits.

Dans sa déclaration du 24 janvier, Human Right Watch, souligne d'avoir « documenté plusieurs cas dans lesquels la police ou les militaires de la Garde républicaine ont emportés les cadavres des personnes tuées, dans une apparente tentative de

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

supprimer les preuves des tueries. Les forces de la Garde républicaine ont également tiré sans distinction dans un hôpital... ».

C'était justement à l'hôpital Mama Yemo de Kinshasa que Christopher Ngoyi Mutamba, président de l'association des droits de l'homme Synergie Congo Culture et Développement, avait été appelé d'urgence par le personnel de l'établissement terrorisé par les agissements des militaires de la Garde républicaine qui tiraient sur les patients et achevaient les blessés des manifestations. Il put le constater de ses propres yeux avant d'en faire part à son interlocuteur dans une conversation téléphonique enregistrée, dont nous vous fournissons le lien en annexe. Nous sommes le 21 janvier, et, quelques heures plus tard, assis sur une terrasse à Kalamu, Christopher Ngoyi sera enlevé par un groupe d'hommes en civil et en uniforme, puis obligé de monter sur une voiture sans plaque d'immatriculation. Pour avoir vu ce qu'il n'aurait jamais dû voir, il a été tenu au secret pendant trois semaines avant d'être présenté à la presse, avec de graves accusations à charge, le 10 février, dans les locaux du ministère de l'Intérieur.

C'est le titulaire de ce dicastère, le vice-premier ministre Evariste Boshab Mabudj, qui est monté au créneau, le 3 avril, suite à la décision de la Monusco de saisir le Procureur de la république afin d'ouvrir une enquête sur le charnier de Maluku. Après avoir nié tout lien entre les corps enterrés et les victimes des manifestations de janvier, il a affirmé, selon Radio Okapi, qu' « il s'agit plutôt des indigents, gardés longtemps à la morgue centrale de l'Hôpital général de référence de Kinshasa, ex-Mama Yemo, et inhumés par l'Hôtel de Ville de Kinshasa sur demande de la direction de la morgue ». Mis à part l'abus de pouvoir, car c'est un magistrat de la république qui aurait dû intervenir, Boshab commet là un véritable lapsus, qui sonne comme un aveu. En fait, ce sont bien des corps emmenés depuis Mama Yemo – l'une des « destinations inconnues » des manifestants arrêtés pendant les journées de lutte – qui ont été jetés dans la fosse commune du cimetière de Fula-Fula.

Pour beaucoup moins de morts, l'ex-président guinéen Dadis Camara a été violemment éjecté de son pouvoir... Qu'advient-il de Joseph Kabila, chef de l'État et commandant suprême des forces armées ? Les Congolais réclameront-ils l'application de l'article 64 de la Constitution qui prévoit le droit de faire échec, par tous les moyens, aux dérives dictatoriales du régime ?

Document

Enregistrement d'une conversation entre des officiers de police, lors des manifestations du 19, 20 et 21 janvier. Un document qui ne peut pas avoir valeur de preuve, mais avec des références incontestables aux événements en question. Deux sources sécuritaires

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

à Kinshasa nous ont déclaré reconnaître dans la bande sonore la voix Kanyama, le chef de la police.

Ci-dessous, traduction des textes du lingala au français.

L'instruction téléphonique qui a servi à assassiner les étudiants à l'UNIKIN (CAMPUS)

www.youtube.com

CORYNTHIEN (nom de code) à DOUGLAS (idem) 20-25 au PC opérationnel : les étudiants sont descendus jusqu'au niveau du lieu dit triangle. Ils sont nombreux et déterminés. Que faire ??

DOUGLAS 20-25 : À toutes les unités, il faut du renfort au rond-point Masanga Mbila. Pas de quartier, tirez sur tout se qui bouge. Tuez les tous et surtout du coté du campus (Université de Kinshasa, UNIKIN), j'insiste...

DOUGLAS 20-25 à FOUDRE (idem), qui commande les unités quelque part à Kinshasa : Ne te fatigue surtout pas, c'est notre job, toujours sous le drapeau, envoi la musaka. (Tuez les tous)

FOUDRE à DOUGLAS 20-25 : J'ai déjà fait le boulot mais je vais faire encore mieux.

DOUGLAS 20-25 à FOUDRE : Tu sors entre-coupé arrange ta position... ce sont les ordres de ALPHA ONE, exécution tout de suite.

CORINTHIEN à DOUGLAS 20-25 : Je suis à Birmanie du coté de l'Eglise kimbanguiste à Kasavubu. Je suis à court de munitions. Il me faut du renfort pour récupérer la situation.

DOUGLAS 20-25 : Mabele est en route il vient te renforcer, tiens bon et surtout envoie la musaka (tuez les tous)

Fin de la conversation

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Opposition, Rights Group Demand Investigation into Congo Mass Burial

Source: Voice of America (VOA)

6 April 2015 - A rights group and an opposition lawmaker called on Monday on the government of Democratic Republic of Congo to investigate the late night burial of at least 421 bodies last month.

The government said on Friday that local authorities had buried the corpses overnight on March 19 in the rural commune of Maluku, saying they were dead fetuses and still-born babies as well as unclaimed corpses.

But U.S.-based Human Rights Watch suspects the bodies might belong to people killed in anti-government protests in January or a crackdown on Kinshasa criminals.

At least 40 people died in the violent protests against a proposed law to require a national census before an election - a move that opponents said was an attempt to delay the vote and extend President Joseph Kabila's mandate.

Ida Sawyer, senior researcher for HRW in Congo, said bodies went missing both during the protests as well as in an anti-gang operation in late 2013 and early 2014, in which the group says at least 51 people were killed.

"Further investigations are required to determine if the bodies of those killed in January are among those buried in Maluku," she said.

The political climate in Congo is tense ahead of the presidential election scheduled for late next year when Kabila's mandate is set to expire.

A parliamentarian with the opposition Engagement for Citizenship and Development (ECIDE) party asked for the bodies to be exhumed and for autopsies to be conducted.

"Why bury these people at night? There needs to be an inquiry. This is not a simple affair," Martin Fayulu, told Reuters on Monday.

Human rights workers first became aware of the burial site after residents of Maluku reported a smell and tire tracks near the local cemetery more than two weeks ago.

"The women who work the fields there noticed a foul odor. They discovered the leg of a body," said Dolly Idefo, executive director of Voice for the Voiceless, a Kinshasa-based human rights organization.

There was nothing to mark the burial site, Idefo added.

The government says the bodies were buried individually and not in a mass grave.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Congo's justice minister, Alexis Thambwe, said on Friday the government was prepared to exhume all the corpses should anyone raise the "slightest doubt" about the circumstances of their deaths.

But government spokesman Lambert Mende said on Monday there would be no exhumations, saying that human rights bodies or government officials had no right to make such a request.

Congo-Kinshasa: 3 officiers sont morts dans une embuscade attribuée aux FDLR à Masisi

Source: Radio Okapi via allafrica.com

7 Avril 2015 - 7 avril 2015 - Trois officiers FARDC ont été tués lundi 6 avril dans une embuscade tendue par des présumés rebelles des FDLR à Mugando, en plein parc national des Virunga, dans le groupement Kamuronza dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Leur jeep a été touchée par deux roquettes, indiquent des sources militaires, précisant que neuf autres militaires de l'escorte ont été blessés, alors qu'un dernier s'en est sorti indemne.

Les victimes se rendaient à Karenga, groupement Kamoronza, pour récupérer une vingtaine de combattants rwandais des FDLR capturés la veille par les Forces armées de la RDC (FARDC). C'est au niveau de Mugando que des hommes armés ont tiré une première roquette vers la jeep, sans l'atteindre. Mais, c'est finalement deux autres roquettes qui ont touché la cabine du véhicule, indiquent des sources militaires dans la région.

Ainsi, le colonel Raphael Bawili, commandant du 83ème sous-secteur FARDC à Masisi, un lieutenant-colonel chargé des opérations et un capitaine, opérateur de transmission, sont morts sur-le-champ. Les mêmes sources précisent que neuf autres militaires qui faisaient partie de l'escorte ont été blessés et un seul s'en est sorti sans blessure.

Selon d'autres sources au sein des FARDC, cette attaque a eu lieu à 2 kilomètres d'une position militaire.

Ces sources précisent par ailleurs que les rescapés ont pu identifier leurs agresseurs. Il s'agirait des combattants hutus rwandais, les FDLR. Ces derniers seraient habillés, pour certains en tenue civile, alors que d'autres auraient porté l'ancienne tenue des FARDC.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Les corps des victimes ont été acheminés le même lundi à Goma. Entre-temps, la justice militaire a ouvert une enquête sur cet incident.

RDC Congo Dérives meurtrières à Masisi: Le délitement tragique des FARDC dans le Nord Kivu

Source: AI (l'Agence d'Information)

Par Luigi Elongui

Un gradé s'est suicidé le dimanche de Pâques à cause des exactions à fond "tribal" de ses collègues contre la population et une embuscade qui a coûté la vie ce matin à trois officiers témoignent d'une spirale sanglante largement prévue et qui s'installe dans ce territoire de l'Est. Qui tire les ficelles ?

7 avril 2015 - Dans son édition du 30 mars, l'Agence d'information avait titré Chaos en gestation à l'Est et annoncé l'avènement d'une coalition de groupes armés aux finalités obscures dans le territoire du Masisi, dans le Nord Kivu. Force promotrice de l'alliance, l'APCLS du « général » Janvier, une milice à dominance hunde avec de solides relations la liant à des hommes politiques locaux appartenant à la famille politique du chef de l'Etat. Pendant la réunion fondatrice, les objectifs de ce regroupement hétéroclite avaient été mis à jour : « la revendication des accords pris dans le passé avec le gouvernement, la lutte contre toute agression des Rwandophones et contre les attaques des forces gouvernementales, l'exploitation des minerais dans leurs zones respectives afin de se ravitailler en armes et munitions et la préparation et l'accompagnement des politiciens de leur communauté pendant les échéances électorales ». Dans le sous-titre du papier, on avait indiqué les éventuels apprentis sorciers : « les réseaux d'élite politico-économiques liés au gouvernement et certains haut gradés proches de la maison militaire du chef de l'Etat ».

Bref, un parfum de déstabilisation, de chaos programmé pour des fins inavouables. De quoi craindre le pire, en somme. Et le pire est en train de se manifester. Deux faits tragiques viennent de défrayer la chronique à Masisi. Pour rendre compte du premier, nous reproduisons le papier [que] lui a consacré Le Soleil du Graben d'il y a deux jours :

« Effarouché par les exactions de ses collègues contre la population civile, un officier FARDC se donne la mort dans le territoire de Masisi.

Le Major Joseph Ruganirwa s'est donné la mort ce dimanche de Pâques, 05 Avril 2015, après avoir assisté impuissant aux nombreuses exactions menées par les militaires de son unité contre la population civile Rwandophone dans le territoire de Masisi. Selon

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

certains de ses collègues qui ont requis l'anonymat, c'est depuis plusieurs jours que le major Joseph Ruganirwa, officier de Forces Armées de la République Démocratique du Congo basé dans le Masisi, se plaignait auprès de sa hiérarchie du comportement de ses collègues militaires vis-à-vis des personnes civiles appartenant à la communauté Rwandophone. Il avait rapporté à ses supérieurs des cas d'homicides, viols, pillages et tueries des bétails, destructions méchantes et autres voies des faits dirigés contre les Rwandophones de Masisi et tous ceux qui prenaient leur défense. Il avait évoqué dans ses correspondances, selon les dires de ses collègues, « une expédition punitive sélective et permanente sans justification ». Mais ses plaintes sont restées sans suite à telle enseigne que cet officier a fini par faire l'objet de moquerie de la part de ses collègues. Incapable de garantir, seul, la sécurité de ses compatriotes et contrarié par le silence de sa hiérarchie, le Major Joseph Ruganirwa ne sut s'empêcher de conclure à la complicité de ses supérieurs dans lesdites exactions. Très tôt ce matin de Pâques, après avoir pris son bain, le Major Joseph se rendra dans la cour de sa résidence, arme à la main, s'assiera sur un banc, griffonnera quelques mots sur un bout de papier justifiant l'acte qu'il allait poser et portera le canon de son AK47 sur la partie saillante du visage située sous la bouche, le menton, pour se tirer une balle qui ressortit de la partie supérieure de sa tête avant de s'écrouler par terre gisant dans un bain de sang ». Le Major Ruganirwa est originaire de Mulenge dans la province du Sud-Kivu, il laisse derrière lui une veuve et six orphelins ».

Ajoutons comme seul commentaire, qu'étant le protagoniste du geste un rwandophone lui-même qui n'avait pas adhéré au M23, mouvement revendiquant parmi ses objectifs la non-discrimination des rwandophones, l'épisode en dit long sur l'état de désarroi dans lequel verse une partie des populations du Kivu.

Le deuxième épisode a eu lieu ce matin à cinq heures près de Kibati, selon l'une de nos sources, hier lundi 6 avril, selon Radio Okapi, près de Migango, deux localités qui se trouvent dans le territoire de Masisi. Un convoi des forces régulières (FARDC) a été objet de tirs de roquettes qui ont tué le colonel Bawili, un lieutenant colonel et un capitaine. Une troisième source indique que l'embuscade aurait eu lieu à deux kilomètres d'une position militaire.

Sur la nature des assaillants, l'hypothèse FDLR — les rebelles hutu rwandais sévissant dans l'Est — a été avancée par les autorités. Si elle ne peut pas être exclue, on sait également que les diverses unités des FARDC opérant dans la zone agissent désormais de manière autonome et avec des liens spécifiques avec les groupes armés, y compris les FDLR. Ce qui crée un climat de rivalité sur le contrôle du territoire et la gestion des ressources. Et une dynamique perverse, de plus en plus meurtrière.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

DR Congo warns of Central African Republic's refugees with weapons

Source: Xinhua

7 April 2015 - Authorities in the Democratic Republic of Congo (DR Congo) on Monday urged residents of Zongo town to inform the security services if they find any Central African Republic's refugee with weapons.

The authorities made the appeal after a refugee from Central African Republic was recently found with a grenade, at a time when new refugees keep arriving in the town from Central African Republic's capital Bangui.

"I want to appeal to the local population, especially host families, to inform the security forces of any refugee who has a weapon," Zongo mayor Michel Siazou said.

Siazou said among the refugees from Central African Republic, there are members of ex-Seleka and ex-Balaka militias.

"Some refugees are selling a grenade for as low as 0.5 U.S. dollar," the mayor said, adding that in the last few days, over 250 refugees who were fleeing from violence in Bangui had arrived in Zongo.

Congo-Kinshasa: Une nouvelle loi sur la liberté des manifestations en examen à l'Assemblée nationale

Source: Radio Okapi

7 avril 2015 - L'Assemblée nationale a examiné lundi 6 avril le rapport de la commission Politique, administrative et juridique sur la proposition de loi relative à la liberté des manifestations. A en croire les députés nationaux, ce texte permettra de doter le pays d'un cadre légal pour encadrer les actions et les pouvoirs des autorités et des citoyens. Si elle est adoptée, cette loi consacrera la décentralisation de l'autorité à informer avant d'organiser une manifestation.

«Aujourd'hui si vous faites une manifestation à Kasavubu, il vous suffira d'aller faire la déclaration auprès du bourgmestre. De même, si nous voulons faire une manifestation comme les jeunes de Filimbi ont voulu faire cette manifestation à l'échelle nationale, ils doivent faire cette déclaration auprès du ministre de l'Intérieur», explique Delly Sessanga, l'auteur de cette proposition de loi.

D'après lui, lorsque l'autorité est informée d'une manifestation, l'accusé de réception le met en demeure pour pouvoir répondre. Si elle ne le fait pas dans un délai de 48

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

heures, «la manifestation est supposée avoir été autorisée et les gens peuvent manifester», a précisé Delly Sessanga.

«Les gens ne sont plus prisonniers des caprices des autorités qui pouvaient faire n'importe quoi. C'est une liberté affirmée qui devient effective», a également commenté le député.

Si elle est adoptée, la proposition de loi sera envoyée au Sénat pour relecture.

RD Congo: des sites miniers validés à Bepere

Source: Radio Okapi

7 Avril 2015 - Le gouvernement congolais valide six sites miniers à Bepere - Le gouvernement congolais a validé et qualifié six sites miniers dans le secteur de Bapere, en territoire de Lubero au Nord-Kivu. L'opération d'étiquetage des minerais de ces sites a débuté samedi et s'est clôturée lundi 6 avril.

C'est l'International Tin Research Institute (ITRI) qui a posé les étiquettes sur les premiers colis de minerais de cassitérite, wolframite et coltan provenant des puits de la zone de Mangurejipa, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Butembo.

Le ministre provincial des Mines du Nord-Kivu, Jean Ruyange, a supervisé à Butembo l'étiquetage des colis des minerais déjà traités par les négociants et le lancement de l'exportation des minerais de Lubero.

Pour l'administrateur du territoire de Lubero, Joy Bokele, la validation de ces sites va propulser l'économie de ce territoire.

Il a estimé que l'amélioration de la traçabilité de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement de minerais extraits de ces sites validés vient de lever l'embargo qui pesait sur les minerais de Lubero où on y produit aussi de l'or, outre les minerais stannifères.

L'opération d'étiquetage a été réalisée par ITRI en compagnie des responsables du service d'assistance et d'encadrement du Small mining ou de la petite mine (SAESSCAM), qui est un service de l'Etat.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RDC: visite de la mission parlementaire aux activistes encore détenus

Source: RFI

En République démocratique du Congo, depuis lundi, une mission d'information parlementaire enquête sur l'arrestation de plusieurs militants de la société civile, toujours détenus à l'agence nationale des renseignements. Ils avaient été arrêtés à l'issue d'une conférence de presse le 15 mars dernier avec des activistes burkinabè et sénégalais, accusés par le gouvernement de fomenter une insurrection armée. Les quinze députés de la majorité et de l'opposition ont enfin pu rencontrer hier trois détenus, les trois derniers que les autorités affirment détenir.

7 avril 2015 - Sylvain Saluseke, Fred Bauma, Yves Makwambala vont bien et n'ont pas été maltraités, c'est le premier des enseignements de cette rencontre. Mais les trois jeunes congolais ont en revanche signifié ne pas comprendre pourquoi ils avaient été arrêtés. Sylvain Saluseke aurait expliqué qu'il avait - au lendemain de l'arrestation de ses collègues - accepté de rencontrer le patron de l'Agence nationale de renseignements (ANR) au Grand Hôtel de Kinshasa, puisqu'il estimait qu'il n'avait rien à se reprocher. Il aurait été arrêté à cette occasion.

Entretiens « sans supervision »

Quatre heures d'entretien, « sans supervision », assurent les députés, qui leur ont permis après leur rencontre avec les ministres de l'Intérieur, de la Justice et un représentant de l'ANR, de s'enquérir du bien-être et du point de vue de ces jeunes. Interrogés sur l'accès à un avocat depuis le début de leur détention, il y a plus de quinze jours, un droit prévu par la Constitution, ces trois jeunes ont expliqué aux députés qu'ils étaient surpris d'apprendre qu'ils pouvaient y avoir droit, ils pensaient qu'à l'ANR, ce n'était pas possible.

« Nous faisons bouger les lignes »

« Le ministre de l'intérieur a pourtant écrit le 20 mars une note à la police et l'ANR pour leur rappeler de se comporter conformément à la Constitution et cette lettre, la mission en a reçu copie », justifie une source. « On ne nous a rien refusé », assure- en tout cas - un membre de la mission d'information, mais « pour l'instant, poursuit-il, rien dans les documents transmis par les autorités ne fait état de préparation d'actes terroristes ou des cocktails Molotov ». Références aux propos du porte-parole du gouvernement, Lambert Mende. « Nous avons l'impression que nous faisons bouger les lignes », conclut ce député, évoquant notamment la question de l'accès des familles aux détenus.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RDC: le groupe armé du FRPI de nouveau actif dans l'Ituri

Source: RFI

En République démocratique du Congo, la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) est l'une des nombreuses milices qui se sont affrontées dans la région de 1999 à 2007. Celle-ci fait de nouveau parler d'elle. Depuis quelques semaines, les exactions attribuées à ce groupe de miliciens se multiplient. On assiste à une recrudescence des cas de pillages, de vols, d'enlèvements et - très récemment - des cas de viols collectifs. La preuve que malgré l'arrestation de leur leader Cobra Matata, au tout début du mois de janvier dernier, par l'armée congolaise, la FRPI n'a pas perdu son pouvoir de nuisance.

6 avril 2015 - Ils agissent sur un territoire restreint : le sud de l'Imuru et sur le mode de la guérilla. Ils mènent des actions ciblées par petits groupes de dix ou vingt combattants. Au total, on estime qu'ils sont aujourd'hui un millier, dont la moitié lourdement armée. Parmi eux, environ un tiers serait des enfants soldats. C'est dix fois moins qu'il y a dix ans, mais suffisant pour terroriser les communautés et les pousser à désertir des villages entiers.

L'an passé des négociations avaient bien été entamées en vue d'une reddition. Mais depuis l'arrestation du leader de la FRPI Cobra Matata en janvier dernier, elles sont au point mort. De plus, les violents combats qui ont opposé les miliciens à l'armée congolaise fin janvier n'ont rien arrangé. Car depuis, les FRPI ont quitté le site d'Aveda où ils étaient rassemblés pour se retrancher en brousse où ils agissent désormais éparpillés. Chacun répond aux ordres de petits chefs de groupe locaux, selon une source onusienne.

L'armée congolaise, appuyée par la Monusco revendique quelques dizaines de redditions ou arrestations. Mais ce n'est pas suffisant pour affaiblir le groupe. Leurs revendications, elles restent floues aux yeux de nombreux observateurs.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RWANDA

Rwanda envoy warns against genocide denial at UN commemoration

Source: Xinhua

7 April 2015 - The Rwandan ambassador to the United Nations called on Tuesday for the International Day of Reflection on the Genocide in Rwanda to be renamed to reflect on the 800,000, mainly Tutsi, slain during the 1994 atrocity at the hands of the Hutu majority.

Rwandan UN Ambassador Eugene-Richard Gasana, sitting on the dais with UN Secretary-General Ban Ki-moon, other envoys and a genocide survivor, made the emotional plea during the 21st annual commemoration ceremony held at UN headquarters.

Six large white candles were lighted at the beginning and a minute of silence observed.

"It is regrettable that up to now, the UN consistently refers to our tragedy as Rwandan Genocide," he said. "This failure to use the right terminology by the UN and to continue to refer to this day as the International Day of Reflection of the Genocide in Rwanda has been an argument picked up by deniers of all kinds of inevident truth that this body does not recognize that a genocide was indeed committed against the Tutsi."

"In fact, genocide deniers from the grass roots -- the mainstream media to scholars -- continue today to refer to the genocide against the Tutsi as 'Rwanda Genocide' or 'Genocide in Rwanda,' arguing that the genocide was committed not against the Tutsis but against all Rwandans," Gasana said.

He did not identify any entity denying the genocide.

"We once again call on this respectable organization to live up to its responsibilities and act in line with the conclusion and decisions of its institutions, including ICTR (UN International Criminal Tribunal for Rwanda) rulings and resolutions of the (UN) Security Council if it is truly committed to preventing genocides," he said.

The Kigali envoy recalled that his government has made it a crime "proscribing genocide ideology, genocide minimization and denial."

"As one historian reminded us," Gasana said. "Denying, altering or distorting the facts of genocide is the final stage of genocide, fulfilling the perpetrators ultimate intention by

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

erasing the one thing remaining of those who died and those who were left alive, the memory of genocide.' Therefore, we shouldn't shy of fighting genocide denial."

However, Gasana criticized world organizations' failure to stop the mass atrocity of Rwanda lasting from April through June 1994.

"The genocide was a source of unbearable pain for the country, and unmistakable disgrace for the world, including the United Nations," he said.

The ambassador was speaking at the 21st commemoration of the Rwandan Genocide Memorial Ceremony, organized by the UN Department of Public Information, in cooperation with the Permanent Mission of Rwanda to the United Nations for the International Day.

The International Day honors the memory of the more than 800,000 people -- overwhelmingly Tutsi, and also moderate Hutu, Twa and others -- systematically killed across Rwanda in less than three months just over two decades ago. It is also an occasion to recognize the pain and the courage of those who survived.

Ban, in a message for the International Day earlier Tuesday, said that the world must make use of the International Day of Reflection on the Genocide in Rwanda to look back on the past -- and to squarely confront the challenges of the present, renewing collective resolve and summoning the courage to prevent such atrocities from happening again.

"Our annual somber observance is all the more meaningful this year as we mark the 70th anniversary of the founding of the United Nations," the secretary-general said.

Referring to the genocide survivor also sitting on the dais, Ban said, Regine Uwibereyeho King "was abandoned by the international community when her country and her family needed help. She suffered the loss of her loved ones, but she managed to keep her compassionate spirit."

King is now teaching at the University of Manitoba, in Winnipeg in the Canadian province of Manitoba.

"I am here for those no longer here," King said in strong voice, noting that it was a miracle that she survived.

She still remembers that day she waited out a downpour at the end of the Easter break and the beginning of the genocide caused her to miss the last bus that could have taken her back to school in Kigali. There she would have faced certain death along with many of her slain classmates.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"The rain became a signal to me that I wasn't going to die," King said, adding that she lost two brothers in the genocide.

Living in the bush, surviving on rain water and hiding in an abandoned house, she prayed. "I made many promises to God I would help orphan children."

At one point, King said a machete-wielding Hutu attacker told her he "wanted to see the brains of an educated Tutsi."

A friend talked him out of striking.

"I was not physically attacked or wounded," King said. "I was very fortunate."

France declassifies Rwanda genocide documents

Source: AFP World News

7 April 2015 - Paris, 7 April 2015 - France on Tuesday declassified documents in the presidential archives relating to the 1994 Rwandan genocide, in which Kigali accuses Paris of having an indirect role.

A decision to declassify the papers was signed on Tuesday and concerns "documents in the Elysee relating to Rwanda between 1990 and 1995," spanning the genocide which claimed at least 800,000 lives, a source in President Francois Hollande's entourage said.

"The president had announced a year ago that France must provide proof of transparency and facilitate remembrance of this period," the source said.

The papers, which include documents from diplomatic and military advisers as well as minutes from ministerial and defence meetings, will be available to both researchers and victims' associations, the French presidency said.

Ties between France and Rwanda are strained as Rwandan President Paul Kagame accuses Paris of complicity in the genocide because of its support of the Hutu nationalist government that carried out the mass killings, mainly of ethnic Tutsis.

Paris has repeatedly denied the accusations and insists that French forces had worked to protect civilians. Relations between both countries were completely frozen from 2006 to 2009.

Kagame did not meet any French officials during his visit in February to Unesco in Paris.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

- 'An important step' -

The genocide was sparked by the ouster of the country's president, a Hutu.

Kagame last year caused a stir by repeating his accusations against France before commemorations to mark the 20th anniversary of the genocide which ran from April to July 1994.

He notably said that France had not "done enough to save lives" and had not only been complicit but "an actor" in the massacre of Tutsis.

He also spoke of "the direct role of Belgium and France in the political preparation of the genocide, and the participation of the latter in its actual execution".

Former French Prime Minister Alain Juppe, who was President Francois Mitterrand's foreign minister at the time of the genocide, termed the accusations "intolerable" and urged Hollande to "defend France's honour."

Stung by the repeated accusations, France cancelled plans for the justice minister to attend the 20th anniversary commemorations.

A French parliamentary enquiry set up to try to establish the truth about the French role declared that "France was in no way implicated in the genocide against the Tutsis."

But the two rapporteurs, one of whom was Bernard Cazeneuve who is France's interior minister, however admitted the French authorities made "serious errors of judgement."

For lobby group SOS Racisme's chairman Dominique Sopo, the presidency's "decision finally initiates on the part of France a logic of transparence and openness".

He added that it is "an important step but it has to be followed by other action" such as putting those guilty of genocide on trial.

The announcement of the declassification of the Rwanda papers came on the 21st anniversary of the outbreak of the genocide on April 7, 1994.

The procedure of releasing the documents is separate from some 20 ongoing judicial cases over "crimes against humanity" which have been launched in Paris.

In March last year Rwandan genocide suspect Pascal Simbikangwa was tried and convicted in Paris and sentenced to 25 years in jail.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Rwandan president complains that UN has not stamped out rebels in neighboring eastern Congo

Source: Fox News

7 April 2015 - Rwandan President Paul Kagame says that 21 years after Rwanda's genocide, the country is still threatened by the rebels who carried out the killings and who live across the border in eastern Congo.

Speaking at a commemoration of the genocide which broke out on April 7, 1994, and which killed more than 800,000 ethnic Tutsis and moderate Hutus, Kagame said the international community has failed to rout out the Rwandan rebels accused of participating in the killings with the same decisive force that was used to defeat a different rebel group in eastern Congo in 2013.

Kagame has been Rwanda's president since 2000 and is credited with stabilizing the country and putting it on a path to prosperity. But he is also criticized for not tolerating dissent.

Statement by the US President on the 21st Anniversary of the Genocide in Rwanda

Twenty-one years ago today, a genocide began that would claim the lives of more than 800,000 Rwandan men, women, and children and mark the beginning of one hundred days of horror for Rwanda's people. Today is a day to commemorate those who lost their lives, to honor the courage of those who risked their lives to save others, and to grieve with the Rwandan people. It is also a day to reaffirm what our common humanity demands—that we stand together to prevent mass atrocities and continue to do all we can to make good on the pledge of “never again.” We also renew our commitment to help finish the task of bringing to justice those who inflicted such tragedy upon such a beautiful land.

While we remain haunted by the genocide, we also draw hope and inspiration from the people of Rwanda, who are building a brighter future. We commend their determination to continue to make important progress toward healing old wounds and lifting people out of poverty. The United States will continue to work tirelessly in partnership with Rwanda and with other nations to help prevent such atrocities and advance dignity and peace for all.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Rwanda 6 avril : Une apocalypse sciemment provoquée

Source: Agora Vox (<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/rwanda-6-avril-une-apocalypse-165811>)

Par: Boniface MUSAVULI

C'était un soir d'avril 1994, à 20h30. On suivait les demi-finales de la coupe d'Afrique des nations qui se déroulait en Tunisie. A cinq mille kilomètres de là, un avion apparaît dans le ciel de Kigali, la capitale rwandaise. Deux missiles Sam 7 sont tirés. L'un d'eux touche le Falcon 50 qui s'écrase au sol. Le président rwandais Juvénal Habyarimana et son homologue burundais Cyprien Ntaryamira viennent d'être tués. C'est le début d'un cycle de massacres qui vont ensanglanter trois pays de la région des Grands Lacs, et qui durent depuis. Huit cent mille Rwandais vont être tués sur le sol rwandais en l'espace de cent jours. Deux ans plus tard, trois cent mille autres vont être pourchassés et massacrés dans les forêts du Congo voisin par les nouvelles autorités rwandaises. Cent mille Burundais et six millions de Congolais vont périr en marge de cette guerre fratricide entre Hutus et Tutsis orchestrée par les grandes puissances occidentales.

Qui a planifié cet attentat ? Qui a lancé les missiles ?

7 avril 2015 - C'est la question à laquelle personne ne veut répondre, deux décennies plus tard. Le secret de polichinelle le plus gardé du monde et sur lequel même le Tribunal pénal international pour le Rwanda a refusé de faire la lumière. Le rapport sur l'attentat de l'enquêteur australien Michaël Hourigan, pourtant mandaté par l'Onu, sera tout simplement passé à la trappe.

Tuez-les tous

C'est un attentat terroriste particulièrement lourd de conséquences, en termes de pertes en vies humaines, mais dont les auteurs sont restés assurés de la totale impunité. Onze personnes à bord de l'avion vont périr aux côtés du président Habyarimana. Elles étaient au mauvais endroit au mauvais moment. Leurs noms manquent trop souvent d'être rappelés : les Français Jean-Pierre Minaberry, pilote ; Jacky Héraud, co-pilote et Jean-Marie Perine, mécanicien navigant. Côté rwandais, le général major Déogratias Nsabimana, chef d'état-major de l'armée rwandaise ; l'ambassadeur Juvénal Renzaho, conseiller diplomatique du président Habyarimana ; le colonel Elie Sagatwa, secrétaire particulier et chef de la sécurité du président ; le docteur Emmanuel Akingeneye, médecin particulier du président et le major Thaddée Bagaragaza, officier d'ordonnance du président et commandant en 2nd du bataillon de la Garde présidentielle. Du côté de

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

la délégation burundaise, le président Cyprien Ntaryamira ; le ministre Bernard Ciza en charge de la Planification, du développement et de la reconstruction, et le ministre Cyriaque Simbizi en charge de la Communication et porte-parole du gouvernement [1].

La nouvelle annonçant la mort du président Habyarimana s'est à peine répandue que tout un pays sombrait dans la barbarie la plus abjecte. Comme si une digue avait cédé, tout le monde va se mettre à tuer tout le monde, même au sein des familles. Mais si le monde découvre tout d'un coup, avec effroi, ces volées de machettes qui s'abattent sur des gens, le président visé par l'attentat savait que cela devait arriver. Sentant venir le moment fatidique, le chef de l'Etat rwandais dévasté et résigné, se confia à son ami, le président zaïrois Mobutu Sese Seko, deux jours avant l'attentat.

A deux jours de l'attentat...

Le matin du 4 avril 1994, soit l'avant-veille de son assassinat, le président rwandais, Juvénal Habyarimana, débarque presque à l'improviste à Gbadolite (Zaire) pour rencontrer son ami, le maréchal Mobutu [2]. Les services de sécurité et de protocole zaïrois sont prévenus quelques heures seulement avant son arrivée, contrairement aux habitudes. La mine fermée, sans son épouse, chose rare, Habyarimana descend seul de son avion ; et son ami Mobutu l'embarque immédiatement à bord de sa voiture qu'il conduit personnellement, en route pour sa résidence de Kawele (située à 6 kilomètres de Gbadolite). S'en suit un entretien l'air tendu et exceptionnellement long. Très long ! « La situation est très grave, nous devons aider très rapidement Habyarimana. C'est nous tous qui sommes visés par cette menace. Il faut agir vite ! », dit Mobutu à son conseiller en matière de sécurité, Honoré Ngbanda.

Habyarimana explique que ses jours sont réellement comptés. Il explique que les représentants de la Belgique et des Etats-Unis ne mâchent plus leurs mots quand ils lui parlent. Leurs menaces se font de plus en plus pressantes et sans équivoque. « Ils me demandent chaque jour de lâcher plus en faveur de Kagame. Alors qu'ils ne lui exigent absolument rien en retour ! Je n'arrive pas à comprendre que ces Occidentaux soient capables de réaliser la folie de leur plan pour la région des Grands Lacs. J'ai longuement expliqué aux Belges et aux Américains que leur désir de m'éliminer politiquement ou physiquement entraînerait un bain de sang que personne ne saura arrêter. Je leur ai fait comprendre à maintes reprises que je suis aujourd'hui le bouchon qui empêche la bouteille 'Rwanda' d'exploser. Je leur ai démontré que d'un côté, je subis une forte pression des extrémistes hutu qui m'accusent de protéger et de composer avec les tutsi en leur ouvrant la porte du pouvoir, tandis que de l'autre côté, les extrémistes tutsi m'en veulent à mort parce que, en contenant mes frères hutu extrémistes, je constitue une barrière contre l'explosion de la violence qui malheureusement, est leur seule voie d'accès au pouvoir au Rwanda. Ceux qui veulent

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

donc mon retrait politique brutal ou ma mort physique veulent en même temps, non seulement la mort du peuple rwandais, mais l'incendie de toute la région des Grands Lacs. Mais, quand je leur parle ainsi, ils me disent que je cherche des prétextes et que je fais de la surenchère pour m'accrocher au pouvoir. Ils m'ont dit que Mobutu et moi devons disparaître de la scène politique, à défaut de disparaître tout court ! »

Le guet-apens

Vingt ans plus tard, c'est un général tutsi en exil, ancien compagnon d'armes de Kagame et ancien chef d'état-major de l'armée tutsi rwandaise qui fait le même constat. Dans le documentaire « Rwanda's Untold Story » de la journaliste britannique Jane Corbin, le général Faustin Kayumba Nyamwasa dit de son ancien compagnon d'armes, aujourd'hui président : « Si nous sommes en pleine saison sèche et que vous jetez une allumette dans l'herbe, vous viendra-t-il à l'idée de penser que l'herbe ne brûlera pas ? » L'herbe a, en effet brûlé, et le pire s'est produit. Mais l'histoire retiendra que l'attentat du 6 avril aurait pu être beaucoup plus meurtrier.

Pour rappel, le sommet de Dar-es-Salam, qui servit de guet-apens, avait été improvisé à l'initiative du président ougandais Yoweri Museveni [3], alors parrain du chef rebelle Paul Kagame. Mobutu avait envisagé de s'y rendre pour soutenir son ami Habyarimana. D'autres chefs d'Etat de la région, dont le Kényan Daniel Arap Moi et le Zambien Frederik Chiluba y avaient, eux aussi, été conviés. Ils vont se décommander presque au dernier moment. Le sommet avait quelque chose de « louche » parce que les négociations inter-rwandaïses se déroulaient déjà dans le cadre des pourparlers de paix à Arusha sous les auspices de l'ONU et de la communauté internationale. L'Afrique est ainsi passée à côté d'un attentat qui aurait pu « décapiter » plusieurs pays à la fois. Personne ne sait quelles auraient été les conséquences d'un crime aussi fou. Sûrement pire que les millions de morts qui continuent de s'accumuler dans les innombrables charniers de cette région devenue, depuis, le plus grand abattoir à ciel ouvert de la planète.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

BURUNDI

Burundi urges repatriation of Burundians from Rwanda in 1 month

Source: Xinhua

7 April 2015 - Burundian President Pierre Nkurunziza Tuesday called for the repatriation of Burundian citizens who have fled to Rwanda since March, urging them to return to Burundi within one month, the president's deputy-spokesman said.

"The President (of Burundi) urged administration authorities in Kirundo, Parliamentarians elected in Kirundo constituency and natives of Kirundo province to do all they can to repatriate Burundian citizens who fled insecurity rumors in Rwanda within one month," said

Louis Kamwenubusa, Burundian President's Deputy-Spokesman after a closed meeting President Pierre Nkurunziza held in the province of Kirundo with natives of that province.

More than 800 Burundian citizens from the country's northern provinces of Kirundo, Ngozi and Muyinga, have fled to Rwanda since last month (March), but the majority of them fled from Kirundo.

Last week, two Burundian ministers visited a refugee camp hosting Burundian asylum seekers in Rwanda, but failed to convince them to return home.

Those asylum seekers indicated that they fled their homes after reports of a war that may break out during Burundi's forthcoming elections.

Those Burundian citizens have sought refuge in the Rwandan Eastern Province whereas others sought refuge in the Rwandan Southern Province.

They fear that the situation during the country's general elections due from May to September this year may be similar to that of 1993 when inter-ethnic massacres between the majority Hutus and the minority Tutsis occurred after the killing of first Hutu democratically elected President Melchior Ndadaye.

Burundi is to hold this year general elections between May and September, with the presidential election to be held on June 26.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

UGANDA

Body of a Rebel Leader Is Identified in Uganda

Source: New York Times

By RICK GLADSTONE

6 April 2015 - The bullet-scarred remains of the No. 2 commander in the Lord's Resistance Army, the guerrilla group that once terrorized central Africa, have been positively identified after having been exhumed three months ago in a Uganda-led military expedition, a person involved in the recovery operation said Monday.

The person, who spoke on condition of anonymity ahead of an official announcement from Uganda, said forensics experts were still completing DNA confirmation on the remains of the commander, Okot Odhiambo, one of five Lord's Resistance Army soldiers, including its leader, Joseph Kony, wanted for the past decade by the International Criminal Court on charges of war crimes and crimes against humanity. The person said there was no doubt, based on other evidence, that the remains were those of Mr. Odhiambo.

Rumors of his death have circulated for years and last came up in October 2013, when he was thought to have been critically wounded in an ambush by Ugandan soldiers patrolling the Central African Republic. With the substantiation of Mr. Odhiambo's death — plus the already confirmed deaths of two other L.R.A. defendants and the surrender of a fourth in January — only Mr. Kony, a warlord and self-described prophet, remains at large.

Ugandan military officials were not available to comment on Mr. Odhiambo's death. A spokesman for the International Criminal Court, based in The Hague, did not immediately return telephone and email messages.

Tipped off about Mr. Odhiambo's possible remains, a team from the Uganda People's Defense Forces went to a grave site in January in the Central African Republic's southeast, near the border with the Democratic Republic of Congo, a longtime domain of the L.R.A.

The Ugandan military team was assisted by advisers from the American military and the Bridgeway Foundation, a Houston-based charity that has contributed to the hunt for Mr. Kony and his disciples. They found a decomposing body with a bullet wound to the stomach, people involved in the recovery operation said.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The body was transported to Kampala, Uganda's capital, where it has remained pending the official release of the DNA confirmation.

Mr. Odhiambo, a Ugandan thought to have been born in 1970, was known for his absolute fealty to Mr. Kony. For that loyalty Mr. Odhiambo was rewarded with senior positions, including the rank of lieutenant general, according to a biography by the L.R.A. Crisis Tracker, a website created by human rights organizations that have sought to publicize the group's history of atrocities.

A warrant for his arrest was issued by the International Criminal Court in July 2005 on two counts of crimes against humanity and eight counts of war crimes including murder, pillaging and the forced conscription of children.

News of his death came three months after Dominic Ongwen, a senior L.R.A. commander and co-defendant under indictment by the court, surrendered to a joint military task force of the United States and the African Union. Mr. Ongwen, believed to be about 35, got his start as a child soldier abducted when he was 10.

Mr. Ongwen was transferred to International Criminal Court custody, and the first hearing in his case has been scheduled for next January.

The Lord's Resistance Army originated as a Ugandan rebel force nearly three decades ago. It evolved into an organization of marauding fighters who pillaged parts of Uganda, southern Sudan, the Democratic Republic of Congo and Central African Republic.

Disciples swore obedience to Mr. Kony, who ordered village massacres and mutilations, kidnapped children for soldiering and kept a harem of prepubescent brides.

The United Nations has estimated that from 1987 to 2012, the L.R.A. killed more than 100,000 people, abducted up to 100,000 children and displaced more than 2.5 million civilians.

In 2011 the United States military began collaborating with the African Union to hunt down Mr. Kony, whose whereabouts remains unknown. Some rights activists believe he and followers have taken refuge in Sudan, lying low but still dangerous.

"Given Joseph Kony's incredible capacity to survive, one always has to remain concerned for the civilians in proximity to the L.R.A.," said Maria Burnett, senior researcher in the Africa Division of Human Rights Watch.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

KENYA

Islamic extremists threaten more attacks after massacre

Source: CBS/AP

Garissa (Kenya), 4 April 2015 - Somalia's Islamic extremist group al-Shabaab on Saturday warned of more attacks in Kenya like the assault on Garissa University College in which 148 people were killed.

"Kenyan cities will run red with blood," said al-Shabaab according to the SITE intelligence monitoring group.

The Islamic militants said the attack on Garissa College was in retaliation for killings carried out by Kenyan troops fighting the rebels in Somalia.

"This will be a long, gruesome war of which you, the Kenyan public, are its first casualties," said the statement, issued on Shabaab-affiliated websites and Twitter accounts

"No amount of precaution or safety measures will be able to guarantee your safety, thwart another attack or prevent another bloodbath," said the al-Shabaab statement.

Daisy Achieng repeatedly heard the attackers single out Christians in Thursday's attack.

"They were being asked a few questions from the Quran," she told CBS News' Debora Patta. "If you get it correct, you were spared. If you get it wrong, you were shot on the spot."

CBS News found Achieng at a makeshift shelter set up for the shell-shocked victims of the siege. At one point, she said she heard a phone ring. It was the mother of one of the students taken hostage.

"He took the phone from her and told the lady that 'I'm going to kill your child right now, so know it's the last time you're going to hear her voice, so hear me kill her,' and I heard a gunshot," Achieng said.

The bodies of many of those killed in Garissa have been transported to the capital, Nairobi, where grieving Kenyans gathered to view the remains of family members.

CBS News producer Sarah Carter said people lined up at one door to the Chiromo mortuary and waited to enter and see if their loved ones were among the dead. Carter said it was mainly parents there to identify their slain children, and the pain on their

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

faces and in their cries as they emerged from the other end of the mortuary was clear to see.

Five people have been arrested on suspicion of involvement in the Garissa attack, a Kenyan official said.

Kenyan security agencies arrested three people trying to cross into Somalia, said Interior Ministry spokesman Mwenda Njoka in a Twitter post. He said the three are associates of Mohamed Mohamud, also known as Dulyadin Gamadhere, a former teacher at a Kenyan Madrassa Islamic school who authorities say coordinated the Garissa attack. Kenyan authorities have put a \$220,000 bounty for information leading to Gamadhere's arrest.

Two other suspects were arrested at Garissa College.

A survivor of the killings at Garissa University College was found on Saturday, two days after the attack by Islamic extremists killed 148 people.

Cynthia Cheroitich, 19, told The Associated Press from her hospital gurney that she hid in a wardrobe and covered herself with clothes, refusing to emerge even when some of her classmates came out of hiding at the demands of the gunmen from the al-Shabaab group.

She was rescued shortly before 10 a.m., according to Kenyan officials.

Cheroitich said she didn't believe that rescuers urging her to come out of her hiding place were there to help, suspecting at first that they were militants.

"How do I know that you are the Kenyan police?" she said she asked them.

Only when Kenyan security forces had one of her teachers appeal to her did she come out, she said.

"I was just praying to my God," Cheroitich, a Christian, said of her ordeal.

Cheroitich appeared tired and thirsty, sipping on yoghurt and a soft drink, but otherwise seemed in good health.

She said she drank a body lotion because she was so thirsty and hungry while in hiding.

Authorities displayed the bodies of the alleged attackers before about 2,000 people in a large open area in central Garissa. The bodies lay on the bed of a pickup truck that drove slowly past the crowd, which broke into a run in pursuit. Soldiers monitored the crowd. There was shouting and clouds of dust rose as the vehicle left the area.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Kenyan authorities initially said the attackers had been strapped with explosives that went off like bombs when they were shot, but investigators later said there were no suicide vests. The four bodies shown Saturday had wounds but were intact.

Spectator Yusuf Mohamed applauded the display, saying authorities wanted to "win the hearts of the people" and clear any doubts that the attackers had been killed.

Obama Promises to Visit Kenya despite Terror Attacks

Source: Forbes

4 April 2015 - US President Barack Obama has assured Kenyan President Uhuru Kenyatta that he will still visit Kenya in July despite a recent devastating terrorist attack on a Kenyan University that claimed more than 140 lives.

According to The Nation, Obama spoke on phone to President Kenyatta on Friday where he expressed his condolences and those of American citizens for the students and security personnel who lost their lives during the Thursday terrorist attack on Garissa University College. He assured the Kenyan President of the United States' for the government and people of Kenya in the face in insurgency.

"We will stand hand-in-hand with the Kenyan government and people against the scourge of terrorism and in their efforts to bring communities together," Obama said in a presidential statement.

Obama also promised that he will make good on his plan to visit Kenya for the Global Entrepreneurship Summit (GES) which will take place in Nairobi in July. He also reiterated that he looks forward to meeting with President Kenyatta in July, according to a White House summary of the two leaders' conversation.

President Obama will co-host the GES as part of his 4th presidential trip to Africa. The summit, which brings together business owners, educators, policymakers and investors to support the growth of new enterprises in developing regions, will be taking place in Africa for the first time. The summit aims to empower marginalised groups, particularly women and youth, through entrepreneurship.

"Choosing Kenya as the destination for G.E.S. underscores the fact that Africa, and Kenya in particular, has become a center for innovation and entrepreneurship," a White House press release read.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

During the trip, Obama will also hold bilateral talks with the aim of strengthening the economic ties between the two countries.

REPUBLIC OF CONGO

Des alliés de Sassou-Nguesso contre une réforme de la Constitution

Source: RFI

Deuxième force de la majorité après le Parti congolais du travail (PCT) en termes d'élus et de représentation au gouvernement, le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) a clôturé samedi 4 avril son tout premier congrès extraordinaire à Brazzaville. Le parti de l'ancien Premier ministre Bernard Kolélas pense que changer la Constitution est une « violation » des institutions et appelle son allié le PCT à soutenir le candidat qu'il va présenter à la présidentielle de 2016.

5 avril 2015 - L'hymne du MCDDI a retenti dans la salle des congrès, pleine à craquer, avant que Paris Tsila, membre du bureau exécutif national, ne livre les décisions du congrès aux 1 250 militants présents et aux quelques leaders de partis de la majorité et de l'opposition invités pour la circonstance : « Les congressistes ont conclu que les changements de la Constitution du 20 janvier 2002 correspondraient dans le contexte politique actuel au Congo à une violation collective. Les congressistes ont décidé à l'unanimité que le MCDDI doit avoir et présenter un candidat à l'élection présidentielle de 2016 », a-t-il expliqué.

Une opposition « responsable » à la réforme constitutionnelle

« Ce sont des décisions réfléchies et responsables », a insisté Guy Brice Parfait Kolelas, secrétaire général du MCDDI, qui ne voit pas, lui non plus, la raison de changer la Constitution et appelle le PCT à soutenir le candidat de son allié à la présidentielle de 2016. « Ce ne sont pas des décisions opportunistes. Les statuts de MCDDI stipulent bien que le MCDDI doit avoir des candidats à chaque élection présidentielle. Le " non " au changement de la Constitution, c'est aussi inscrit dans nos statuts, notamment à l'article 19. » Le MCDDI appelle également à l'instauration au Congo d'une commission « Réconciliation, vérité, justice et paix ».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Limite d'âge et référendum

Le débat sur une possible modification de la Constitution, dans un sens qui permettrait à Denis Sassou-Nguesso de se présenter de nouveau à la présidence en 2016, à la fin de son second mandat, a été relancé ces derniers mois suite aux déclarations du Président congolais, notamment au micro de RFI en août dernier. Selon le texte actuel, Denis Sassou-Nguesso ne peut se présenter pour un troisième mandat, car il est touché par la limite d'âge. Dans un récent entretien à la BBC, le président a affirmé qu'un référendum sur la question serait bientôt organisé.

Si le PCT, le parti au pouvoir, s'est prononcé clairement en faveur de la réforme consitutionnelle, l'opposition s'est prononcée résolument contre cette réforme, et a demandé l'instauration d'un cadre de dialogue avec le pouvoir.

SUDAN

Sudan postpones presidential vote in 7 constituencies

Source: Turkish Weekly

7 April 2015 - Sudan's electoral commission has postponed presidential elections in seven constituencies of the troubled South Kordofan State.

"Elections will be postponed in seven constituencies of South Kordofan due to the security circumstances in some areas," commission chairman Mukhtar Alasam said at a Tuesday press conference.

Presidential elections are scheduled to kick off across Sudan on April 13.

Incumbent President Omar al-Bashir and 15 other candidates will contest the three-day poll.

According to the electoral commission, more than 13 million Sudanese will be eligible to cast ballots.

Alasam denied claims by the rebel Sudan's People Liberation Movement-North (SPLM-N) that it had recently seized electoral materials in the province.

"These [claims] are false and completely untrue," he said. "We did not lose any election materials anywhere in the country."

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The commission chief went on to assert that polls would be held in the Halayeb region, a border area disputed between Sudan and Egypt, and the Abyei region, which is disputed between Sudan and South Sudan.

"Halayeb and Abyei are Sudanese territories; elections will be conducted there," he said. "We have two [electoral] constituencies in Halayeb and another one in Abyei."

Alasam said the election would not be monitored by any international organizations.

He insisted, however, that the election would be held in a transparent atmosphere.

"Who said the participation of these international organizations, like the Carter Center, is the only standard to prove the election is free and fair?" he asked.

"In the last election in 2010, there were 23 western countries participating in the monitoring of the election – but that was an exceptional case," he said.

"Now there are many national organizations [to observe the polling], along with regional blocs like the African Union and the Arab League," he said.